



Renforcer l'organisation des agriculteurs familiaux aux Philippines

Les Philippines enregistrent une croissance économique impressionnante ces dernières années. Mais cette croissance se fait à deux vitesses, la pauvreté étant majoritairement rurale et les agriculteurs familiaux rencontrant encore de nombreuses difficultés. Quels sont les enjeux de ces agriculteurs familiaux dans cet archipel de 7000 îles ? Quels sont les projets soutenus par les CSA ? En voici un bref aperçu.

Une croissance à deux vitesses

Les Philippines font partie des pays émergents que l'on qualifie de « tigres asiatiques », c'est-à-dire « en phase de décollage économique ». Si l'on se promène à Manille, la capitale, une mégalopole de près de 20 millions d'habitants, on ne peut être qu'impressionné par le développement économique du pays, qui enregistre une croissance de 6,2%. Pourtant il ne s'agit là que d'une facette qui ne doit pas masquer d'autres réalités.

En 2009, 23 millions d'individus vivaient encore sous le seuil de pauvreté, soit près de 4 millions de familles. Or la pauvreté aux Philippines est majoritairement rurale : au moins 75% des pauvres vivent en zone rurale et c'est près de la moitié des familles dont le chef de famille est engagé en agriculture qui sont en situation de pauvreté.

Etant donné que les zones rurales sont dépendantes de l'agriculture, la mise en place de politiques publiques est nécessaire pour favoriser le développement rural et rééquilibrer cette croissance à deux vitesses, d'autant plus qu'en matière d'agriculture les problèmes ne manquent pas aux Philippines.

Aléas climatiques

Aux Philippines, les difficultés des agriculteurs face aux aléas climatiques prennent des proportions difficilement imaginables. Les typhons sont très fréquents (vingt par an en moyenne) et provoquent des dégâts d'autant plus considérables que les systèmes d'assurance et les fonds de calamité sont tout à fait inadéquats. Le typhon Haiyan qui a dévasté les Philippines en 2013 a engendré selon la FAO environ 1,1 million de tonnes de pertes alimentaires et touché plus d'un million d'agriculteurs. Les installations de stockage et les infrastructures rurales ont également été largement ravagées, ainsi que les cultures, au début de la campagne de semis.

Une réforme mitigée

Historiquement, une autre contrainte importante de l'agriculture aux Philippines est liée aux questions foncières. Lors de la colonisation espagnole, une majorité des paysans ne possédaient pas les terres qu'ils cultivaient, ce qui constituait un frein au développement. Sous la pression des mouvements sociaux, le gouvernement philippin a entrepris dès 1988 une réforme agraire qui visait le rachat des grandes propriétés par le gouvernement, pour redistribuer des terres à des paysans pauvres, en échange d'une indemnisation aux propriétaires fonciers.

Ce programme est aujourd'hui terminé, mais les résultats sont mitigés. Premièrement, toutes les terres prévues initialement dans le plan de redistribution n'ont pas été distribuées et une grande partie des paysans ne sont toujours pas propriétaires de leurs terres.

De plus, les services gouvernementaux accompagnant la distribution des terres dans le programme de réforme agraire (crédit, conseil, infrastructure et intrants (semences et fertilisants)) n'ont pu atteindre que les paysans qui étaient organisés (en organisations paysannes (OP), coopératives, et associations de réforme agraire). Etant donné que 90% des bénéficiaires cibles de la réforme agraire n'étaient pas membres de tels groupements, ils n'ont par conséquent pas pu bénéficier de ces soutiens.

Plus de 25% d'entre eux ont donc déjà revendu ou hypothéqué leur terre, et la majorité reste sous le seuil de pauvreté. Et malgré le fait qu'ils aient été émancipés des propriétaires terriens, la plupart des agriculteurs n'étant pas organisés, et n'ayant donc pas accès aux services gouvernementaux sont toujours tributaires des commerçants intermédiaires, acheteurs de leurs produits. Ils ne peuvent maximiser les revenus liés à leur production et à leur exploitation, et doivent obéir aux diktats du marché.

Le travail d'organisation de la communauté agricole, crucial pour le développement des zones rurales est à présent réalisé par des organisations telles que les ONG et les OP. Il n'y a pas eu de programme gouvernemental qui exploite et

maximise cette expertise pour agrandir le pourcentage d'organisations fonctionnelles de petits agriculteurs dans le pays.



PAKISAMA, partenaire du CSA

PAKISAMA, partenaire du CSA aux Philippines, est une Fédération nationale paysanne composée de 30 fédérations locales. Elle représente environ 100.000 agriculteurs et pêcheurs répartis dans les 28 provinces du pays. Créée en 1986, elle est reconnue comme un acteur majeur du mouvement paysan philippin, en particulier pour la poursuite de la réforme agraire et le développement rural.

Elle envisage une société rurale où les agriculteurs contrôlent leur terre et ont accès aux marchés et aux intrants agricoles de base tels que les semences, et peuvent maximiser leur revenu et influencer les politiques publiques.

Bien qu'ayant un passé plus lié à la défense des droits paysans pour l'accès à la terre (elle fut très active dans la mise en place de la réforme agraire), étant donné les problématiques ayant surgi lors de la réforme, PAKISAMA s'est plus spécifiquement tournée il y a quelques années vers le renforcement économique des exploitations de ses membres et a amélioré ses capacités de soutien à la construction d'agro-entreprises sociales. Elle continue toutefois à représenter leurs voix aux niveaux local, régional et national autour de diverses problématiques, notamment la réforme agraire. PAKISAMA promeut par ailleurs des pratiques d'agriculture durable au sein de ses organisations membres à travers des formations, et par sa participation à différents réseaux.

Le projet de partenariat entre PAKISAMA et le CSA concerne le renforcement de coopératives de riz et le développement de

contrats entre ces coopératives et des institutions publiques ou internationales dans 4 provinces des Philippines. Ce projet vise, d'une part, à assurer des marchés stables aux producteurs de riz et à contribuer à l'augmentation de leurs revenus, et d'autre part à contribuer à l'amélioration de la nutrition infantile, leur production étant destinée aux écoles.

Dans le cadre de son partenariat avec PAKISAMA, le CSA participera ce 24 mars prochain à un Forum intitulé « Fighting hunger through partnerships » (« combattre la faim grâce aux partenariats ») qui devrait favoriser les échanges entre des représentants du gouvernement philippin, d'ONG, instituts de recherche et organisations paysannes sur le thème des achats institutionnels dans le contexte de la sécurité alimentaire. Un de nos partenaires de la FETRAF (Fédération brésilienne des travailleurs de l'agriculture familiale), Mr Marcos Rochinski, y présentera le programme Faim Zéro au Brésil.

Cette page mensuelle est réalisée par le Collectif Stratégies Alimentaires asbl. Le CSA est une ONG, agri-agence membre d'AgriCord.
Ed. responsable: CSA, D. Van Der Steen
184 D, Boulevard Léopold II
1080 Bruxelles. - www.csa-be.org

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

Avec le soutien de la DGD
(Coopération belge)

L'agriculture aux Philippines

Aux Philippines, l'agriculture emploie 12 millions de personnes, soit environ 30% de la population dans l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière. Les principales cultures sont le riz, le maïs et le manioc. Mais les Philippines sont également caractérisées par une importante production et exportation de produits tels que la canne à sucre, la noix de coco et les bananes. L'élevage est principalement constitué de porcs et de bœufs. Malgré qu'un tiers du secteur agricole soit consacré au riz, les Philippines en sont le plus grand importateur au monde. Ce qui a d'ailleurs conduit le gouvernement, suite à la crise des prix du riz en 2008 à revoir ses objectifs d'auto-suffisance alimentaire pour les produits de base.

